

Motion présentée par les élus de la liste SNES- SNEP -SNUEP

au Conseil d'Administration du lycée Branly de Boulogne-Sur-Mer du 22 novembre 2016

Le lundi 7 novembre, à Amiens, la FSU a rencontré la vice-présidente de la région Hauts de France, Manoëlle Martin, en charge des lycées, accompagnée de Martine Pavot, des services techniques de la région.

Au vu des résultats de cette rencontre, la FSU et les élus de la liste SNES-SNEP-SNUEP du lycée Branly interpellent par la présente, la région sur les points qui nous paraissent inacceptables :

- Sur 255 lycées, 168 voient leur dotation baisser de 18% en moyenne (jusqu'à 30% par rapport à l'année 2016). Notre établissement est concerné à hauteur de près de 18 000€, ce qui fait 3,6 % de baisse, ce qui nous inquiète pour notre fonctionnement futur. Nous demandons que la subvention de la région soit revue à la hausse dès le prochain exercice. Cette baisse peut s'expliquer en partie par la volonté de traitement identique des lycées publics et privés
- L'appréciation individualisée des besoins des établissements plutôt que catégorisée ainsi que l'opacité qui règne ne garantissent plus une égalité de traitement de tous les usagers de notre service public.
- Tous les dispositifs pour des actions particulières (projets lycéens, EROA, ...) sont supprimés et remplacés par une enveloppe « Actions éducatives » de 11€ par élève. Cette enveloppe est laissée à l'autonomie des établissements pour gérer toutes les actions éducatives (sorties culturelles et sportives, projets éducatifs...) ce qui entraînera fatalement la suppression du financement de nombreux projets lycéens.
- La vision présentée par la région de la formation professionnelle des jeunes est purement utilitariste car elle correspond avant tout aux besoins des entreprises au détriment d'une formation professionnelle générale et citoyenne.

La FSU et les élus du lycée Branly de Boulogne-Sur-Mer déposant cette motion demandent donc à la Région Hauts de France de revoir sa politique envers les lycées de manière à garantir un service public de qualité sur l'ensemble de notre nouveau territoire.

S'associent à cette motion :